

# ***Forum de Rabat***

***25 Janvier 2012***

***Sous le thème  
« Enjeux d'une intégration régionale  
africaine »***

***« L'ENJEU DU COMMERCE INTRA-REGIONAL  
EN AFRIQUE »***

***Mme Nezha LAHRICHI***

## ***I- Remarques préliminaires***

*1. La tenue de ce colloque illustre, s'il en était besoin, le fait que les africains se réapproprient le débat sur le développement de leur continent, qu'ils entreprennent de définir leur propre vision de ce développement et les voies et les moyens pour y parvenir. Chacun possède son génie propre et il n'est pas nécessaire d'emprunter le génie des autres !*

*2. Il y a une nouvelle répartition des flux au sein de l'économie mondiale avec un renforcement des relations Sud/Sud : une redistribution des cartes est en cours :*

*Les échanges Sud/Sud ont été multipliés par dix au moment où les échanges mondiaux n'ont été multipliés que par quatre.*

*Les pays en développement détiennent presque le double des réserves de change détenus par les pays riches.*

*Il est établi que les échanges Sud/Sud formeraient l'un des moteurs de la croissance si les bonnes politiques sont mises en œuvre et si des écueils sont évités :*

- ✓ Ne pas surestimer l'unité des pays émergents qui restent concurrents pour pénétrer des marchés et attirer des investissements,*
- ✓ Ne pas sous-estimer la capacité de résilience de l'Union Européenne et des Etats-Unis,*
- ✓ Prendre en considération le coût des transitions politiques, en cours dans plusieurs pays africains,*
- ✓ Prendre en considération la période d'aubaine démographique : comment absorber les jeunes ?*
- ✓ Relativiser la thèse du découplage : les perspectives de croissance se dégradent même dans les pays émergents qui ne se présentent plus, en 2012, comme les sauveurs de la croissance mondiale compte tenu des liens commerciaux entre les différentes régions du monde.*

*Bref, il importe d'avoir une extrême lucidité dans un monde complexe et instable.*

3. Les interactions entre les pays se font à travers l'investissement direct mais aussi à travers le commerce. Plusieurs études ont démontré l'approche séquentielle dans la mesure où le développement du commerce favorise la connaissance du pays et permet de tester l'état de l'environnement des affaires.

En outre, la complémentarité entre le commerce et l'investissement est bien établie :

- ✓ Un environnement libéralisé avec une orientation en faveur des exportations attire davantage les IDE
- ✓ Les exportations nécessitent des capacités d'offre, ce qui nécessite des sommes importantes d'investissements en capital
- ✓ Les recettes d'exportation constituent des entrées de capitaux qui peuvent servir à cofinancer les investissements.

## **II – L'enjeu du renforcement des échanges intra-africains :**

Un constat admis : le niveau des échanges intra-africains reste l'un des plus faibles du monde : la part des exportations destinée au marché régional est de 10% en Afrique, 19% en Amérique du Sud, 46% en Asie en voie de développement. Les échanges intra-africains au cours de la dernière décennie ont connu un développement rapide mais le potentiel d'intégration régionale en Afrique reste largement inexploité.

Les pays émergents (Chine, Inde, Brésil, Corée et Turquie) sont devenus de grands partenaires pour l'Afrique mais l'Union Européenne reste le principal partenaire commercial d'un certain nombre de pays africains. Il y a donc une modification de la répartition géographique de flux d'exportations mais pas de changement significatif au niveau de la structure des exportations vers le reste du monde qui continuent d'être dominés par les ressources naturelles.

En revanche, les exportations intra-africaines se répartissent de manière plus équilibrées entre produits primaires, denrées alimentaires et produits manufacturés.

Ce constat accrédite l'idée que des bénéfices substantiels peuvent être retirés de l'échange de produits similaires mais différenciés (exportation de thé marocain sur la Chine); une plus grande intégration entre pays à niveau de développement similaires peut se traduire par des gains significatifs en matière de commerce intra-sectoriel et appui l'idée que les échanges intra-régionaux apportent des avantages en termes d'industrialisation et de diversification économique. Accroître les

*échanges intra-africains c'est marcher vers l'intégration économique comme le préconise la nouvelle théorie du commerce internationale.*

*Sauf que l'accroissement des échanges entre les pays africain suppose la levée des obstacles suivants :*

- 1. Il est évident que la priorité est le développement des infrastructures et la facilitation des échanges pour agir sur les coûts de transport et les délais de livraison.*
- 2. L'appartenance de certains pays africains à plusieurs communautés économiques régionales ce qui rend les politiques commerciales régionales peu fluides,*
- 3. L'instabilité politique dans certains pays,*
- 4. L'absence de diversification économique,*
- 5. Les défis de financement de l'intégration régionale parmi lesquels on peut situer l'assurance crédit comme levier de croissance du commerce intra-régional.*

### ***III – Développement et garanties : quelle articulation***

*Dans quelle mesure l'assurance crédit répond-elle aux exigences du développement des échanges intra-africains ? Développement économique et assurance crédit vont de pair.*

*Avant de présenter cette interaction, deux niveaux d'analyse méritent d'être explicité :*

- a) Le système d'assurance crédit comporte généralement deux types de services :*
  - ✓ L'assurance-crédit commerciale qui couvre le risque crédit à court terme, soit le risque de non paiement.*
  - ✓ L'assurance-crédit publique qui garantit ce que le marché ne couvre pas : les risques politiques et le crédit à moyen terme, le temps étant l'ennemi du recouvrement.*

*Si techniquement, cette assurance couvre le risque d'insolvabilité du client, sa dimension est plus politique que commerciale car elle est l'outil de promotion des exportations et des investissements. C'est pourquoi elle est souvent l'émanation du pouvoir politique.*

b) *Le deuxième niveau d'analyse concerne la chaîne de valeur de l'assurance crédit :*

- *en amont, l'assurance crédit repose sur la prévention et l'anticipation des probabilités de défaillance. Autrement dit, l'information est une variable stratégique.*

***Ainsi le 1<sup>er</sup> défi est d'organiser les réseaux d'information sur les entreprises africaines.*** Il s'agit, entre autres, d'impliquer la diplomatie économique, les banques et autres institutions dans la collecte de l'information et la mise en relation des opérateurs.

- *en aval du processus se trouve le recouvrement des créances dont l'efficacité dépend des systèmes judiciaires des pays où les actions de recouvrements sont à mener.*

*Pourquoi l'assurance crédit et le développement vont de pair ? L'assurance crédit est créatrice de valeur parce qu'elle permet au crédit de trouver la place qui est la sienne dans le financement de l'économie.*

*L'assureur crédit est le preneur de risque en dernier ressort et permet aux entreprises **structurées** d'accéder plus facilement au crédit bancaire et aux entreprises **informelles** d'intégrer le circuit de financement formel.*

***L'assurance-crédit est, donc, un moyen pour formaliser le secteur informel !***

*En outre, l'assurance-crédit est destinée à la couverture du risque d'impayé lié au crédit interentreprises or ce type de crédit est devenu un des 1<sup>er</sup> actifs au monde, d'une part parce qu'il est porté par la mondialisation et d'autre part, parce qu'il a constitué une soupape de sécurité pendant la crise financière marquée par un resserrement des liquidités et donc des crédits des banques. D'ailleurs, le marché mondial de l'assurance-crédit devrait connaître une expansion plus forte que le PIB mondial.*

***L'assurance-crédit permet, donc, de desserrer l'étau du financement des PME en particulier.***

***Le deuxième défi, organiser le binôme financement-garantie et mettre à profit la présence des banques marocaines dans plusieurs pays africains.***

*3<sup>ème</sup> élément positif : l'assurance-crédit joue un rôle de stabilisation et d'amortisseur des chocs en essayant de ne pas se mettre en danger et pour cela, il faut évaluer le risque.*

*L'évaluation du risque se fait à travers un système de notation des pays qui permet de mesurer la capacité moyenne des entreprises d'un pays à respecter leurs engagements. Il s'agit du risque moyen présenté par les entreprises dans le cadre de leurs transactions commerciales à court terme.*

*Pour cela, il faut combiner les perspectives économiques et politiques d'un pays, l'environnement des affaires et l'expérience de paiement de l'assureur-crédit.*

*En général, les notes se situent sur une échelle de 7 niveaux A1, A2, A3, A4, B, C, D dans l'ordre croissant du risque.*

*Cette notation reste, donc, tributaire de l'appréciation de l'assureur crédit qui l'établit or les définitions du risque politique peuvent être diverses, elles peuvent être liées à l'idée qu'on se fait de l'instabilité d'un gouvernement, au risque de conflit géopolitique ou encore à l'incapacité des gouvernements à mener à bien les politiques économiques ou aux lacunes en matière de gouvernance publique en privée.*

*A titre d'exemple, le Nigéria est très mal notée (D) malgré sa forte croissance économique, son potentiel en hydrocarbures et agricole, et ce, à cause des carences institutionnelles et politiques. La côte d'Ivoire est également, notée (D) malgré la normalisation progressive de la situation politique.*

***Le 3<sup>ème</sup> défi consiste à développer notre propre système de notation.***

*Celui-ci devrait reposer sur des analyses qui reflètent une autre perception du risque dans un pays donné ; c'est dans ce cadre que le CNCE s'est fixé comme objectif de préparer un guide risque pays, notamment, pour les pays africains.*

### **Conclusion :**

*Les relations entre l'Afrique et les pays émergents comportent le risque de réduire le continent à un rôle de fournisseur de matières premières mais en même temps ces nouveaux partenaires donnent accès à des*

*ressources appréciables. Pour résoudre cette équation, trois éléments de réponse :*

- Présenter un front uni d'où l'enjeu de l'intégration régionale,*
- Définir des projets communs, en particulier, dans les infrastructures de transport,*
- Etablir des partenariats entre assureurs pour mobiliser des capacités suffisantes en mesure de soutenir ces opérations d'investissement.*

*La création d'un dispositif de garantie multilatéral répond, également, à cet objectif : l'Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique (ACA) qui est la seule organisation multilatérale qui couvre le risque politique et le risque de crédit commercial, favorise la mobilisation de ressources au profit du commerce et de l'investissement.*